



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE  
www.npa2009.org

## Bulletin édité par des militant/es du NPA du ministère du travail et de Pôle emploi n°17 - janvier-février 2014

### C'est Sapin qu'il faut détacher !

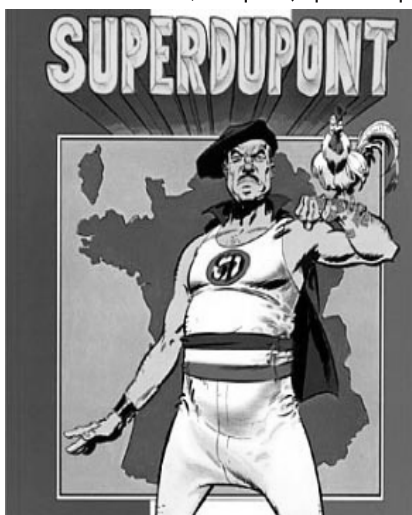
Martelé comme une évidence par le ministre du travail et dans les médias, le message s'est imposé à la fin de l'année dernière : si nos emplois et notre protection sociale sont menacés, ce n'est pas la faute des patrons bien de chez nous, mais celle de la horde de travailleurs étrangers à bas salaires détachés dans nos contrées et qui viennent concurrencer déloyalement nos entreprises grâce à des cotisations sociales plus faibles.

Mais ouf, Michel Sapin, tel SuperDupont, a fait reculer l'anti-France en allant négocier à Bruxelles une directive européenne au poil : mise en cause des donneurs d'ordre en cas de travail non déclaré ou payé en dessous du SMIC, pouvoirs de contrôle renforcés et sanctions accrues. Et Sapin promet de mettre au garde-à-vous toute l'inspection du travail à cette fin.

Nous, on a un peu du mal à gober ça.

D'abord, parce qu'il y aura cette année des suppressions de postes à l'inspection du travail et à l'URSSAF. Il y aura peut-être sur le papier plus de sanctions pour les employeurs et les donneurs d'ordre... mais sur le terrain moins de personnel pour contrôler les salaires et les conditions d'emploi ou d'hébergement.

Ensuite, parce que les détachements représentaient en 2012 selon le ministère du travail l'équivalent de... 25 000 emplois à plein temps. Par rapport au manque à gagner induit par les 5,5 millions de sans-emploi (toutes catégories confondues) ou



par les 14% de salariés à temps plein (soit 1,8 million) qui déclarent effectuer des heures supplémentaires non payées (source DARES), bonjour la menace pour la Sécu !

Après, parce que le système profite surtout... au patronat français ! A nos gros patrons du BTP, par exemple, qui trouvent ainsi des sous-traitants moins chers.

Aussi - ironie de l'affaire - parce que la France détache à l'étranger plus de salariés qu'elle n'en reçoit, et que les français sont la troisième nationalité la plus détachée en France (par les boîtes d'intérim des paradis fiscaux tels que le Luxembourg) !

Enfin, parce qu'on n'en peut plus de cette Europe capitaliste qui d'un côté abolit les frontières pour les capitaux et les prestations de service ; et qui de l'autre refuse toute harmonisation des cotisations sociales nationales, empêche les travailleurs de circuler, de s'installer et de travailler librement en les soumettant à toute sorte

de déclaration ou d'autorisation, et les met en concurrence par patrons interposés.

Derrière le discours gouvernemental et le patriotisme économique ouvertement assumé par le PS, il y a finalement l'idée que l'étranger est un paria, un fraudeur en puissance, souvent victime et exploité... mais toujours un peu suspect. Tout cela participe d'un climat nauséabond qu'il est grand temps de changer.

### 2014 : Hollande présente les vœux du MEDEF

On va toutes et tous se souhaiter une bonne année 2014... Mais elle commence mal !

Le 31 décembre, Hollande a proposé un « pacte de responsabilité » aux entreprises. En bref, et pour reprendre ses termes, « moins de charges sur le travail, moins de contraintes sur leurs activités » contre « plus d'embauches et plus de dialogue social ». Pierre Gattaz, patron des patrons, s'est immédiatement dit « prêt à jouer le jeu »... Pas étonnant, vu que les règles avaient été posées mi-novembre par le MEDEF lui-même qui avait présenté un « pacte de confiance ». Il réclamait un allègement de la fiscalité des entreprises, la diminution du coût du travail, la baisse des dépenses publiques. Pas un de ces items ne manque à la panoplie des vœux du président de la République.

La couleur des assises de la fiscalité des entreprises, prévues mi-janvier, est donc déjà bien annoncée. Le MEDEF a chiffré sa demande : faire baisser de 100 milliards d'euros les prélèvements sur les entreprises, impôts et cotisations confondus. « On peut faire baisser le chômage mais il faut nous libérer d'un certain nombre de freins » annonce Pierre Gattaz. Du chantage pur et simple, et ça marche !

#### Une politique fiscale au service des plus riches

Le thème du « ras-le-bol fiscal » qui a dominé la fin de l'année sert finalement à justifier des baisses d'impôts pour les plus riches et les grandes entreprises.

Pour les premiers, plafonnement de l'impôt sur la fortune (ISF) qui permet aux 7 630 contribuables les plus riches une « petite » économie de 100 000 euros. Allègements incessants des cotisations sociales pour les seconds. Sans mentionner le fait que le taux de l'impôt sur les sociétés qui était de 50% en 1985 est aujourd'hui de 33% en principe. En pratique, il est de 22% pour les PME... et de 8% pour les sociétés du CAC40.

La TVA, elle, a bien augmenté au 1er janvier. 7 à 8 milliards d'euros supplémentaires vont être prélevés, principalement dans les poches des plus pauvres. Car la TVA pèse proportionnellement deux fois plus sur ces derniers que sur les plus riches. Tout ça pour financer le cadeau de 20 milliards de crédit d'impôt compétitivité fait au patronat. Après avoir annulé la TVA sociale de Sarkozy en mai 2012, Hollande a finalement fait « mieux » que lui. (suite au verso)

Pour recevoir nos bulletins, être informé de nos activités... ou prendre contact avec nous écrivez à [npaiteidf@yahoo.fr](mailto:npaiteidf@yahoo.fr)

ou par courrier à NPA 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

A lire au verso :

La France, police de l'Afrique

## L'austérité pour les classes populaires

Au final, en 2012, les ménages paient environ deux-tiers du total des impôts, les sociétés non financières un quart et les banques et assurances à peine 4%. Patrons et riches restent les grands bénéficiaires de la politique fiscale du gouvernement Hollande-Ayrault, sans que cela n'ait permis de « relancer la croissance ou l'emploi » comme l'ont prétendu les différents gouvernements. Les baisses d'impôts en leur faveur ont, au contraire, privé la collectivité de recettes cruciales, pour le financement des services publics, par exemple la construction de logements sociaux...

Sans surprise, le gouvernement va donc poursuivre sa politique d'austérité pour les classes populaires : baisse de la dépense publique, lutte contre les « excès et abus de la protection sociale », tout ça pour baisser les prélèvements des entreprises.

Alors que la priorité, ça devrait être l'emploi. Le MEDEF se dit capable d'en créer 1 million ! Qu'attendons-nous pour l'y forcer ? Interdire les licenciements, prendre sur les profits, taxer les plus riches, voilà de quoi devrait être fait 2014 si l'on veut en finir avec les ravages du chômage et la dégradation des services publics.

Aucune des réformes fiscales de ces dernières années ne s'est attaquée à la fraude fiscale qui grève les finances publiques, et dont on connaît les estimations : de 60 à 80 milliards d'euros, selon Bernard Cazeneuve, ministre du budget. Ce ne sont pas les classes populaires qui coûtent à la col-

lectivité, ce sont les patrons qui fraudent, légalement à travers l'optimisation fiscale ou illégalement par l'évasion fiscale, sport préféré des plus riches !

## Pour une fiscalité au service des travailleurs !

Une fiscalité anticapitaliste permettrait de renflouer les caisses de l'Etat tout en arrêtant de faire porter le poids de l'impôt sur les classes populaires. Cela impliquerait de :

- rétablir une réelle progressivité de l'impôt sur le revenu en revenant à un nombre de tranches plus important et en créant un taux marginal à 100% à partir d'un certain niveau de revenu (260 000 euros par an) ;
- construire un impôt sur la fortune incluant l'ensemble du patrimoine, « outils de production » et œuvres d'art compris et qui soit fortement progressif (avec suppression de l'abattement sur la base fiscale) ;
- revenir à une imposition sur les sociétés à 50%, ce qui apporterait 18 milliards de plus ;
- et surtout, réduire drastiquement la part des impôts indirects, les plus injustes, dans l'ensemble des recettes.

Pour le NPA, 2014 doit être l'année des mobilisations unitaires pour s'opposer frontalement à ce gouvernement. Pour ne pas laisser la place à la droite et à l'extrême-droite, nous avons plus que jamais besoin d'une opposition sociale et politique à la gauche de ce gouvernement, dans les urnes comme dans la rue.

## Centrafrique : la Françafrique encore et toujours à l'œuvre !

Après l'opération militaire au Mali, Hollande a engagé, fin 2013, l'armée française dans sa deuxième intervention en Afrique en un an : 16 000 soldats français ont été envoyés renforcer les 400 qui étaient déjà présents sur place pour garder en permanence l'aéroport de Bangui et quelques sites français dont celui de Total, sans compter les quelque 3 000 militaires de la Force militaire d'Afrique Centrale.

Dans son rôle de sauveur des populations, la France cache mal sa responsabilité dans la faillite de ce pays. La République centrafricaine est certainement l'archétype de la Françafrique. Les gouvernements français n'ont cessé de mettre en place ou de démettre les dictateurs, Bokassa, ou encore Bozizé, installé militairement en 2003 avec l'aide du Tchad.

En soutenant les dictatures africaines, la France a bloqué toute possibilité de vie démocratique et de changement, les seules issues restant des coups de force violents dont les premières victimes sont les populations civiles.

La Séléka, (« coalition » en langue Sango), regroupement hétéroclite de plusieurs rebellions rivales présentes dans le nord du pays, qui s'est emparé du pouvoir, a pu renverser Bozizé parce qu'il avait été lâché par la France pour avoir eu la mauvaise idée d'octroyer à la Chine la prospection pétrolière du site de Boromata. Mais son successeur, Michel Djotodia, n'avait plus aucune

prise sur ces milices qui commettent les pires exactions. Une fois de plus, les luttes de pouvoir ont été transformées en tensions communautaires entre chrétiens et musulmans, provoquant des massacres parmi des populations qui auparavant vivaient en bonne entente.

Avec Bozizé, la situation sociale et sanitaire des populations était catastrophique. Aujourd'hui elle ne cesse d'empirer, la quasi-totalité des populations est en situation de pénurie alimentaire et le peu d'infrastructure hospitalière a été complètement détruit.

Avec moins de cinq millions d'habitants, la Centrafrique est un pays sans route, sans hôpital, sans école, sans eau potable, sans électricité. 70% de la population se trouve en-dessous du seuil de pauvreté. L'espérance de vie est de 44 ans. La moitié des habitants est analphabète.

Personne ne peut rester indifférent devant le sort dramatique de la population centrafricaine mais l'intervention militaire française n'est pas neutre. Prétendant mettre fin aux exactions et aux pillages, elle obéit en réalité aux mêmes objectifs que celle au Mali. Dans les deux cas comme dans le reste de l'Afrique, il s'agit de maintenir l'influence et la domination française, et de préserver les intérêts des multinationales françaises, Areva, Bolloré ou Total.



L'intervention militaire ne peut entraîner pour la population que de nouvelles souffrances, de nouveaux drames. Le bilan des premiers mois d'intervention est assez catastrophique. Loin de les arrêter, les exactions se sont multipliées.

L'histoire semble en effet déjà écrite. L'armée française va confisquer aux populations centrafricaines le débat politique sur l'avenir de leur pays et mettre en place, après le départ de Djotodia le 10 janvier dernier, un protégé de la France et du Tchad qui dans quelques années sera renversé par une nouvelle rébellion, qui occasionnera une crise humanitaire poussant la France... à intervenir.

Plus que jamais, l'impérialisme français est le problème, pas la solution ! Non aux interventions impérialistes françaises, en Afrique et ailleurs !